

Pages de Profils



En 2007, l'emploi salarié régional a enregistré une hausse proche de 10 000 salariés. Ce solde positif a résulté du dynamisme de la construction, allié à une croissance du tertiaire, en retrait cependant par rapport à 2006. Le bilan est plus favorable dans le Nord que dans le Pas-de-Calais. Si la majorité des zones demeurent créatrices d'emplois, en particulier celles de Lille et de Lens, les zones du Cambrésis, de Saint-Omer, du Calaisis et de Béthune-Bruay en perdent.

Avertissement

Les résultats de cet article ne reprennent pas l'emploi des non-salariés dont les données ne sont pas encore disponibles.

Emploi en 2007 : les enseignements d'un bilan

Raymond Bénard

Insee - Service Statistique



INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 AVENUE DU PRÉSIDENT J.F. KENNEDY - 59034 LILLE CEDEX
03 20 62 86 29 - 03 20 62 86 00

Les estimations quasi définitives de l'emploi salarié dénombrent 1 363 600 salariés dans l'ensemble des secteurs privé et public à la fin de l'année 2007. La région enregistre ainsi une augmentation nette d'environ 10 000 postes de travail entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, ce qui confirme la poursuite de la croissance enregistrée en 2006.

REPRISE CONFIRMÉE

De 2003 à 2005, la conjoncture économique particulièrement défavorable aux industries combinée à une diminution de l'emploi public ont orienté la courbe de l'emploi à la baisse. Depuis 2006, le regain d'activité économique, le maintien de l'emploi aidé, au moins dans un premier temps par la création de contrats d'accompagnement dans l'emploi, des contrats d'avenir et les mesures favorables au développement de l'emploi de proximité auprès des particuliers ont fait croître l'emploi salarié. Ainsi, après une hausse d'un point en 2006, l'emploi régional a progressé de 0,7% en 2007, avec une augmentation plus élevée dans le Nord (+1,0%) que dans le Pas-de-Calais (+0,1%) ➤ **Tableau 1**.

INDUSTRIE : SEULS LES BIENS D'ÉQUIPEMENT CRÉENT PLUS D'EMPLOIS QU'ILS N'EN SUPPRIMENT

L'industrie, nettement déficitaire ces dix huit dernières années, malgré un court répit de 1998 à 2001, poursuit ses réductions d'effectifs en 2007. La baisse atteint 2,2%, soit 5 200 emplois. Cette perte marque cependant une légère décélération par rapport aux années précédentes puisqu'elle a culminé à 3,9% en 2004 (-10 000 emplois)

➤ **Graphique 1**.

L'industrie automobile, longtemps épargnée avait perdu 400 emplois en 2006 ; le déficit se creuse à 800 emplois en 2007. Toutefois, ce constat masque des évolutions nettement distinctes entre les deux départements. Dans le Pas-de-Calais, depuis 2002, les effectifs salariés de l'automobile régressent ostensiblement chaque année. Sur les trois dernières années, le volume des pertes s'est élevé à près de 1 100 salariés et n'a concerné que les équipementiers et établissements situés en amont des chaînes de montage. À l'opposé, sur cette même période, le Nord, qui avait progressé de près de 1 200

postes en 2004 et 2005 avec la montée en puissance de nouvelles implantations, a reculé pour la deuxième année consécutive, à un rythme annuel de 200 postes.

Après les fortes pertes accumulées durant les trois dernières années, les effectifs du secteur des biens d'équipement enregistrent une progression de 1,7%, soit un gain de 600 salariés. Les progressions les plus importantes proviennent des industries d'équipements mécaniques et des industries ferroviaires et aéronautiques dont l'environnement économique est favorable. Tous les autres secteurs ont en revanche supprimé un nombre élevé de postes, soit par la fermeture d'établissements importants, soit par des restructurations. Les secteurs les plus sévèrement touchés appartiennent aux biens intermédiaires, dont le recul jusqu'en 2006 ne cessait de s'amplifier d'année en année jusqu'en 2006. En 2007, les pertes ont été un peu moins élevées -2,6% soit 2 600 emplois, contre -4,4% et 4 700 emplois en 2006. Comme les années précédentes, le textile continue à perdre de l'emploi, soit 6,5% de ses 13 400 postes de 2006. En fin d'année, il ne représente plus que 12 500 emplois. L'activité chimie-plastique a perdu 500 postes, soit autant que l'industrie du bois et du papier. Plus gros contributeur aux pertes enregistrées dans les biens de consommation, le secteur de l'édition, imprimerie a multiplié ses pertes par six, soit 600 salariés. Il est suivi par l'habillement, cuir soit 300 emplois qui a perdu le même volume que l'an passé. Enfin, l'industrie agroalimentaire accuse une perte de 700 emplois, soit plus du double de celle de 2006.

Le dynamisme du secteur de la construction ne se dément toujours pas. Comme en 2006, ce secteur dégage un solde positif de +4,3%, engendrant une création de 3 600 postes. Le haut niveau des mises en chantier et la vivacité du marché de l'immobilier se vérifient en 2007 sur l'ensemble de la région.

REPRISE CONFIRMÉE DES CRÉATIONS D'EMPLOI DANS LE TERTIAIRE

Les années 2003 et 2005, marquées par l'arrêt de la croissance du tertiaire, tranchent singulièrement dans le scénario des seize dernières années où prévaut la compensation des pertes industrielles par

les créations dans le tertiaire. Jusqu'en 1997, le tertiaire générait en moyenne 16 000 postes de travail supplémentaires. Il s'est ensuite affirmé entre 1998 et 2000 comme le véritable moteur de l'importante croissance de l'emploi régional avec une création chaque année de près de 35 000 emplois. Le nombre d'emplois créés s'est ensuite érodé. Selon les années, il a pu s'agir de la moindre croissance des services aux entreprises, d'un ralentissement de l'expansion de la plupart des autres secteurs marchands ou d'une contraction sensible des effectifs dans les secteurs non marchands, principalement l'éducation et l'administration publique.

Au niveau régional, l'année 2007 confirme la reprise de l'emploi tertiaire constatée l'an passé. Le niveau atteint 1 031 800 postes, soit 11 200 de plus qu'en 2006 et près de 30 000 cumulés sur les deux dernières années. Cet accroissement des effectifs salariés ne concerne quasiment que le secteur marchand (+2,7%) alors que parallèlement le non-marchand décroît pour la première fois (-0,8%).

TIRÉE PAR LE TERTIAIRE MARCHAND

Jusqu'en 2004, les créations d'emploi du tertiaire marchand s'observent presque uniquement dans le secteur des services aux entreprises, et plus particulièrement dans les activités de conseils et dans les services opérationnels où elles s'avèrent être souvent des transferts d'activité. Depuis 2004, la progression de 4 800 postes de travail dans les services personnels et domestiques (+2,5% en 2004, +3,6% en 2005, +5,0% en 2006 et +2,2% en 2007), dont plus du tiers s'est réalisée en 2006, confirme que ce secteur participe lui aussi à la croissance à la faveur des diverses mesures d'aides proposées aux particuliers employeurs. Par ailleurs, au sein des services aux entreprises, le fort dynamisme de l'activité des services opérationnels (+6,1%, soit + 5 800 salariés), associé à la vive croissance dans le conseil et assistance, contribuent à la création nette de 8 300 emplois, et ce malgré une nouvelle réduction dans la poste et les télécommunications (-2,4%, soit -600 emplois).

Dans le reste du tertiaire marchand, le solde global de l'emploi progresse avec

dynamisme. Dans l'ensemble du commerce, il croît de +1,0% (+1 800 salariés) soit presque deux fois plus rapidement que l'an passé. Les effectifs du commerce de gros régressent légèrement alors que le commerce de détail connaît une nette progression, de 2 300 emplois, après la relative stabilité des deux dernières années. Les créations de postes dans le transport se poursuivent vigoureusement, avec une croissance de +4,4%, et font oublier la mauvaise année 2005. Parallèlement, les activités financières et immobilières accusent un solde positif respectivement de +0,7% et +3,6%, représentant un volume global de 800 salariés.

Les activités essentiellement non marchandes du tertiaire, après avoir augmenté en 2006, accusent un recul en 2007, surtout dans l'administration (-4,1%) et l'éducation (-0,5%). Cette contraction sensible des effectifs résulte de la conjonction de deux politiques publiques : d'une part la diminution du nombre d'emplois aidés et d'autre part la réduction du nombre de postes dans l'administration. Ainsi, le nombre de postes offerts dans les dispositifs de type Contrat d'Avenir (CAV) et Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CAE) n'a pas suffi à combler la quasi-disparition des Contrats Emplois Consolidés (CEC) et des anciens Contrats Emploi Jeune (CEJ) l'effectif global des emplois aidés perdant au total 3 200 emplois, pour s'établir en 2007 à un volume de 27 100. Contrairement à l'année précédente, le secteur "santé-action sociale", qui avait quasiment triplé son volume de

créations (+4 400 salariés), n'a progressé que de 3 700 postes et n'a pas comblé le volume des pertes des autres secteurs

➤ [Graphique 2](#).

LENS ET VALENCIENNES, TOUJOURS DYNAMIQUES

Sur les neuf dernières années, même si les effectifs ont progressé partout, les zones d'emploi ont connu des rythmes propres

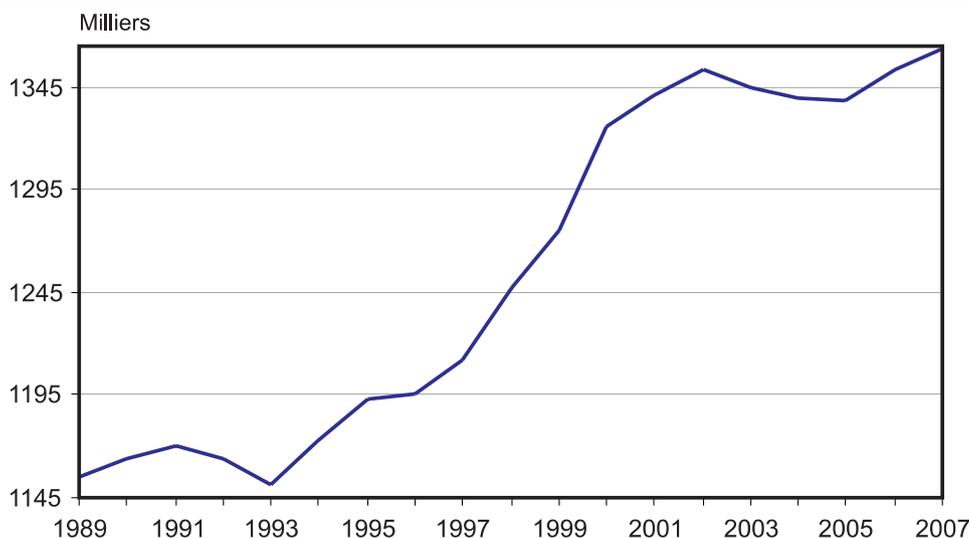
➤ [Carte](#).

En général, là où la perte de dynamisme a été ressentie plus tôt, est observée une progression inférieure à l'évolution régionale. Ainsi en est-il des zones de Sambre-Avesnois (+2,9%), du Calais (+2,6%) et de Roubaix-Tourcoing (+1,7%). En revanche, le Valenciennais (+20,6%), les zones de Lens-Hénin (+20,5%), de Berck-Montreuil (+19,3%) enregistrent sur ces neuf ans une croissance supérieure au double de la moyenne régionale. Les zones de Flandre-Lys (+14,7%), du Boulonnais (+10,7%), d'Artois-Ternois (+10,2%), de Béthune-Bruay (+9,1%), de Lille (+7,9%), du Dunkerquois (+7,8%), du Cambrésis (+7,5%) et du Douaisis (+7,0%) ont connu sur la période des évolutions globales de l'emploi groupées autour de la moyenne. Par ailleurs, la zone "mono-industrielle" de Saint-Omer progresse lentement (+5,6%) sur l'ensemble de la période, l'emploi ayant baissé en fin de période. De ce bilan, les zones du Calais, du Cambrésis, de Béthune-Bruay et de Saint-Omer perdent des emplois en 2007. L'an passé, seule la zone du Calais était dans ce cas ➤ [Tableau 2](#).

PREMIÈRES TENDANCES 2008 : UNE DÉTÉRIORATION CERTAINE DE L'EMPLOI PRIVÉ

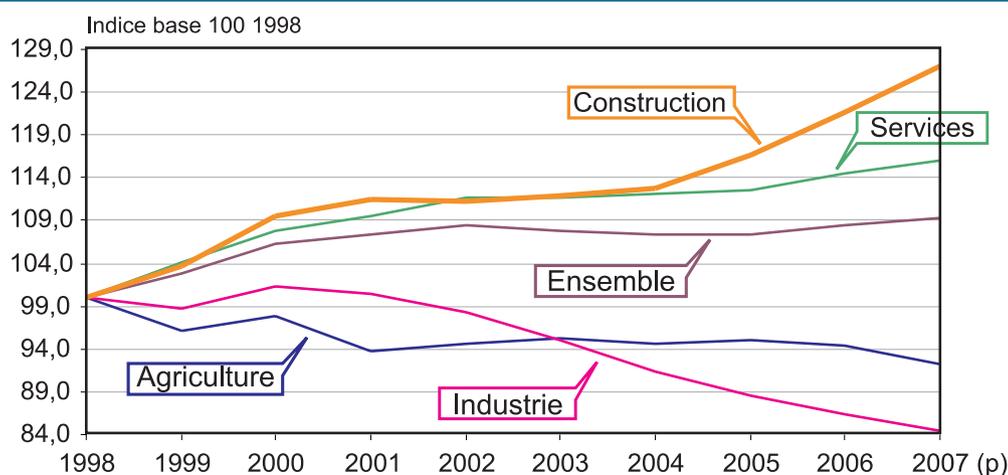
L'année 2008 n'a pas encore livré toutes les statistiques du dernier trimestre qui devrait peser lourdement sur l'établissement d'un bilan d'ensemble de l'année. En première approche, selon les données sur l'emploi salarié privé non agricole mises à disposition par les Urssaf du Nord et du Pas-de-Calais, le nombre d'emplois aurait décliné de -0,2% en glissement annuel du 30 septembre 2007 au 30 septembre 2008. Cet indicateur affichait un an auparavant un accroissement de 0,8%. L'année 2008 se révélera au final défavorable à l'emploi salarié privé. De fait, elle a connu deux trimestres consécutifs de diminution de l'emploi (respectivement -0,4% et -0,3% pour les deuxième et troisième trimestres), ce qu'aucun trimestre depuis 2005 n'avait permis d'observer. Ce résultat proviendrait de reculs fort sensibles des effectifs simultanément dans les services, le commerce et l'industrie. Sur la période de référence choisie, l'industrie continuerait à se dégrader, suivant une trajectoire aussi pentue que celles observées lors des deux dernières années. Dans le secteur non marchand (essentiellement public), le non remplacement d'une partie des effectifs partant à la retraite et le faible volume des emplois aidés continueraient d'orienter à la baisse les effectifs dans les diverses administrations de la fonction publique. Seule la construction verrait au final croître ses effectifs en 2007, mais selon un rythme de moins en moins soutenu.

Graphique 1 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1989 ET LE 31 DÉCEMBRE 2007



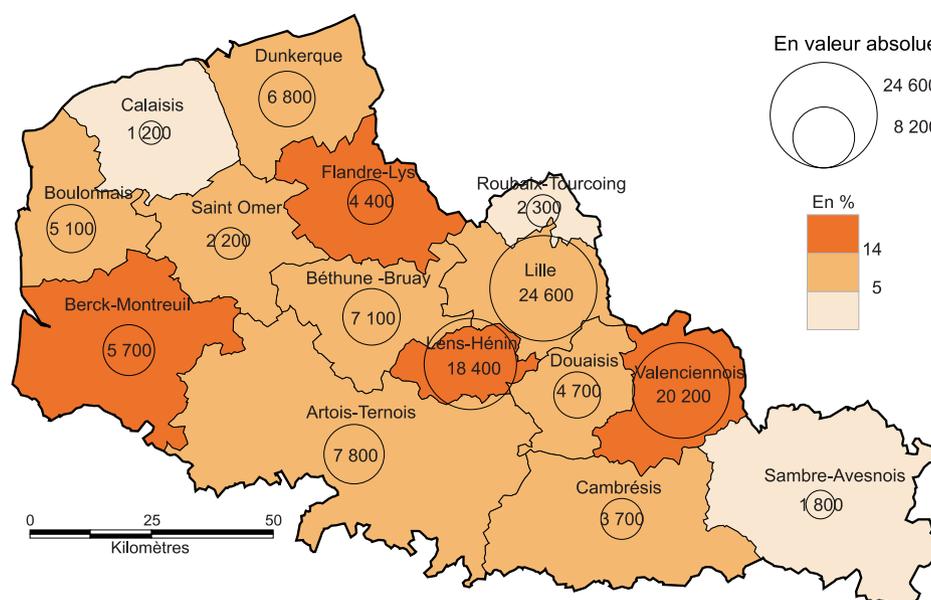
Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre de chaque année

Graphique 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR GRANDS SECTEURS DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1998 ET LE 31 DÉCEMBRE 2007



(p) Données provisoires.
Source : Insee - Estimations d'emploi

Carte : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR ZONE D'EMPLOI (DÉCEMBRE 1998 - DÉCEMBRE 2007)



© IGN - Insee 2008
Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre

Tableau 2 : L'EMPLOI SALARIÉ DANS LES ZONES D'EMPLOI DU NORD-PAS-DE-CALAIS AU 31/12/1998 ET AU 31/12/2007

	1998		2007	
	Emploi salarié en milliers	%	Emploi salarié en milliers	%
Lille	310,3	24,9	334,9	24,6
Roubaix-Tourcoing	135,9	10,9	138,1	10,1
Valenciennois	97,8	7,8	117,9	8,6
Lens	90,1	7,2	108,5	8,0
Dunkerque	87,7	7,0	94,5	6,9
Béthune-Bruay	78,1	6,3	85,2	6,2
Artois-Ternois	76,9	6,2	84,7	6,2
Douaisis	66,6	5,3	71,3	5,2
Sambre-Avesnois	62,2	5,0	64,0	4,7
Cambrésis	48,7	3,9	52,3	3,8
Boulonnais	47,2	3,8	52,3	3,8
Calais	46,4	3,7	47,7	3,5
Saint-Omer	39,9	3,2	42,1	3,1
Berck-Montreuil	29,6	2,4	35,3	2,6
Flandre-Lys	30,3	2,4	34,7	2,5
Région Nord-Pas-de-Calais	1 247,6	100,0	1 363,6	100,0

Source : Insee - Estimations d'emploi

TABLEAU 1 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVÉ CONFONDUS) DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 2006 ET LE 31 DÉCEMBRE 2007

Activité économique (Nomenclature économique de synthèse niveaux 4, 16, 36)	Département du Nord		Département du Pas-de-Calais		Région Nord-Pas-de-Calais		
	Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		Évolution 2007/2006 en %
	2006	2007 (p)	2006	2007 (p)	2006	2007 (p)	
TOTAL	896,4	905,8	457,4	457,9	1353,7	1363,7	+0,7
Agriculture	7,3	7,2	7,2	6,9	14,4	14,1	-2,3
Industrie	154,0	151,0	83,3	80,0	237,3	232,0	-2,2
Construction	50,1	52,7	32,1	33,1	82,2	85,8	+4,3
Tertiaire	685,0	694,9	334,8	336,9	1019,8	1031,8	+1,2
Agriculture, sylviculture, pêche	7,3	7,2	7,2	6,9	14,4	14,1	-2,3
Industries agricoles et alimentaires	18,6	18,1	16,1	15,9	34,7	34,0	-2,1
Industries des biens de consommation	17,5	16,6	5,8	5,6	23,3	22,3	-4,3
Habillement, cuir	1,7	1,5	1,0	1,0	2,8	2,5	-11,7
Édition, imprimerie, reproduction	6,9	6,4	2,5	2,4	9,4	8,8	-6,1
Pharmacie, parfumerie et entretien	3,7	3,6	0,5	0,5	4,1	4,1	+0,3
Industries des équipements du foyer	5,2	5,1	1,7	1,7	6,9	6,8	-1,5
Industrie automobile	20,6	20,2	8,1	7,7	28,7	27,9	-2,7
Industries des biens d'équipement	25,5	26,1	9,8	9,8	35,3	35,9	+1,7
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4,1	4,3	0,4	0,4	4,5	4,7	+5,3
Industrie des équipements mécaniques	17,3	17,6	7,0	6,9	24,2	24,5	+1,1
Industries des équipements électriques et électroniques	4,1	4,1	2,5	2,5	6,6	6,7	+1,2
Industries des biens intermédiaires	61,2	59,8	40,1	38,8	101,3	98,7	-2,6
Industries des produits minéraux	5,0	4,9	11,8	11,2	16,8	16,0	-4,5
Industrie textile	10,9	10,1	2,5	2,4	13,4	12,5	-6,5
Industrie du bois et du papier	4,9	4,7	4,4	4,0	9,3	8,7	-5,9
Chimie, caoutchouc, plastiques	11,5	11,4	9,9	9,5	21,3	20,9	-2,2
Métallurgie et transformation des métaux	26,5	26,2	7,2	7,3	33,6	33,5	-0,3
Industries des composants électriques et électroniques	2,5	2,5	4,4	4,5	6,9	7,0	+1,4
Énergie	10,6	10,1	3,4	3,2	14,0	13,2	-5,2
Production de combustibles et de carburants	0,9	0,9	0,3	0,3	1,2	1,1	-2,5
Eau, gaz, électricité	9,7	9,2	3,1	2,9	12,8	12,1	-5,5
Construction	50,1	52,7	32,1	33,1	82,2	85,8	+4,3
Commerce	125,5	126,8	61,4	61,9	186,9	188,7	+1,0
Commerce et réparation automobile	14,8	14,9	8,1	8,1	22,9	23,1	+0,6
Commerce de gros, intermédiaires	34,1	33,4	16,3	16,3	50,4	49,7	-1,2
Commerce de détails, réparations	76,7	78,4	36,9	37,4	113,6	115,8	+2,0
Transports	39,3	40,7	20,4	21,6	59,7	62,3	+4,4
Activités financières	28,5	28,7	8,6	8,6	37,1	37,4	+0,7
Activités immobilières	9,7	10,2	5,0	5,1	14,7	15,3	+3,6
Services aux entreprises	132,5	138,6	55,4	57,6	188,0	196,3	+4,4
Postes et télécommunications	17,5	17,1	8,1	7,8	25,6	25,0	-2,4
Conseils et assistance	49,6	51,7	13,8	14,7	63,4	66,5	+4,9
Services opérationnels	62,5	66,8	33,3	34,9	95,8	101,7	+6,1
Recherche et développement	2,9	3,0	0,3	0,2	3,2	3,2	-0,7
Services aux particuliers	57,5	60,1	29,6	29,0	87,1	89,1	+2,4
Hôtels et restaurants	23,7	24,3	12,8	13,1	36,4	37,4	+2,7
Activités récréatives, culturelles et sportives	9,4	9,6	3,7	3,7	13,1	13,4	+2,1
Services personnels et domestiques	24,5	26,2	13,1	12,2	37,5	38,4	+2,2
Éducation, santé et action sociale	184,6	186,7	95,7	96,8	280,3	283,5	+1,1
Éducation	78,8	78,6	42,3	41,8	121,0	120,5	-0,5
Santé, action sociale	105,8	108,1	53,5	54,9	159,3	163,1	+2,3
Administration	107,3	103,0	58,8	56,2	166,0	159,2	-4,1
Administration publique	96,6	92,3	54,4	51,8	151,0	144,2	-4,5
Activités associatives et extra-territoriales	10,7	10,7	4,4	4,4	15,1	15,0	-0,2

p) Données provisoires.

Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre de chaque année

POUR COMPRENDRE CES RÉSULTATS

Comment sont calculées les estimations d'emploi ?

Le recensement de population de 1999 sert de base de référence aux estimations d'emploi. Il permet en effet de comptabiliser l'emploi au lieu de travail pour une zone géographique et un secteur d'activité économique donnés. Les résultats sont ensuite actualisés au 31 décembre de chaque année à partir d'indices d'évolution déterminés d'après différentes sources :

- les données de l'Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) pour la majorité des salariés ;
- des données complémentaires pour les non-salariés et les salariés des secteurs non couverts par l'Unedic (par exemple de la Mutualité sociale agricole, des fichiers de paie des agents de l'État, l'enquête annuelle sur les collectivités territoriales).

Pour en savoir plus

- L'emploi salarié en 2007 : Lille et Lens-Hénin ont capté l'essentiel de la croissance - Insee Nord-Pas-de-Calais - Pages de Profils n° 43, juillet 2008.